

**Convention collective départementale**

IDCC : 1626. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,  
ÉLECTRIQUES, ÉLECTRO-CÉRAMIQUES ET CONNEXES  
(HAUTES-PYRÉNÉES)**

**(18 février 1992)**

*(Bulletin officiel n° 1992-12 bis)*

*(Etendue par arrêté du 30 juillet 1992,  
Journal officiel du 12 août 1992)*

■ *Journal officiel* du 23 octobre 2009

**Arrêté du 16 octobre 2009 portant extension d'accords conclus  
dans le cadre de la convention collective des industries métallur-  
giques, mécaniques, électriques, électro-céramiques et connexes  
des Hautes-Pyrénées (n° 1626)**

NOR : MTST0924276A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité  
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1992 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté  
du 21 octobre 2008 portant extension de la convention collective des indus-  
tries métallurgiques, mécaniques, électriques, électro-céramiques et connexes  
des Hautes-Pyrénées et des textes qui l'ont complétée ou modifiée ;

Vu l'accord du 2 juillet 2009 relatif aux rémunérations minimales hiérar-  
chiques des mensuels (barème annexé), conclu dans le cadre de la conven-  
tion collective susvisée ;

Vu l'accord du 2 juillet 2009 relatif aux taux effectifs garantis des men-  
suels (barème annexé), conclu dans le cadre de la convention collective sus-  
visée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 9 septembre 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective  
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure  
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

### Article 1<sup>er</sup>

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques, électriques, électro-céramiques et connexes des Hautes-Pyrénées du 18 février 1992, tel qu'étendu par arrêté du 30 juillet 1992, et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de :

- l'accord du 2 juillet 2009 relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques des mensuels (barème annexé), conclu dans le cadre de la convention collective susvisée sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010 ;
- l'accord du 2 juillet 2009 relatif aux taux effectifs garantis des mensuels (barème annexé), conclu dans le cadre de la convention collective susvisée sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

### Article 2

L'extension des effets et sanctions des accords susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits accords.

### Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 octobre 2009.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général du travail,*

J.-D. COMBREXELLE

*Nota.* – Les textes des accords susvisés ont été publiés au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/35, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.